

Le conseil Intercommunal d'Action sociale est en place.

les CCAS de Mirande, Miélan, Montesquiou et Bassoues ne font plus qu'un.



Le conseil Intercommunal d'Action sociale est en place.

C.I.A.S. Cœur d'Astarac en Gascogne : le conseil d'administration installé

Par délibération en date du 25 octobre 2018, le Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Cœur d'Astarac en Gascogne a décidé de créer un Centre Intercommunal d'Action Sociale (C.I.A.S.) à compter du 1er janvier 2019 et de lui confier : le Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD), le Service de Livraison de Repas à Domicile et la Résidence-Autonomie Lagrange de Miélan.

Un CIAS pourquoi faire ?

Il était apparu nécessaire aux élus de la communauté de communes d'harmoniser les pratiques et les tarifs des CCAS de Mirande, Miélan, Bassoues et Montesquiou qui ne font désormais plus qu'un en mutualisant moyen et personnel afin d'offrir aux bénéficiaires des services plus performants. C'est désormais chose faite et sans conséquences négatives ni pour le personnel ni pour les bénéficiaires.

Les administrateurs de cette nouvelle structure ont été installés dans leurs fonctions à l'occasion du premier Conseil d'Administration le 9 janvier dernier.

Patrick Fanton, Président de la Communauté de Communes Cœur d'Astarac en Gascogne en est le président de droit. Jean-Loup Arenou, Vice-Président de la Communauté de Communes et Maire de Miélan est le seul Vice-Président. Il a été élu au cours de cette première séance.

Le Conseil d'Administration est composé de 19 membres : Outre le président, il est constitué paritairement de neuf élus communautaires désignés par le conseil communautaire : Jean Loup Arenou, Pierre Beaudran, Gérard Forgues, Guy Forment, Claude Gatelet, Muriel Larrieu, Michel Raffin, Etienne Verret et Pierre Wiart ainsi que de neuf personnes qualifiées dans le secteur de l'action sociale nommées par le Président il s'agit de : Evelyne Maïmir, Marie Brigitte Douat, Mme Loumagne, Marie Joelle Mouton, Rosemonde Dal Lago, Mme Mortreux, Mme Dautricourtet, Claude Sala et M Démaret.

Lors de son installation, toutes les délibérations nécessaires ont été prises à l'unanimité.

Faisant suite à la demande du Président du C.I.A.S., le Conseil Départemental a délivré un arrêté portant autorisation, avec habilitation à l'aide sociale, du Service d'Aide et d'Accompagnement à Domicile (SAAD) sur l'ensemble des communes de la communauté. Le régime d'autorisation délivré par le Conseil Départemental fixe le tarif horaire du SAAD à 21,40 €. Ce tarif ne sera appliqué qu'à compter du 1er avril 2019.